

Amnesty International et les crimes de guerre.

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 10 août 2016

AMNESTY INTERNATIONAL ACCUSE DE CRIMES DE GUERRE LES GROUPES REBELLES SOUTENUS PAR LES OCCIDENTAUX (DONT LA FRANCE) EN SYRIE.

Un rapport qui tombe mal pour les gouvernements occidentaux, dont la France, qui continuent d'aider en sous-main en Syrie les groupes rebelles islamistes autres que Daesh, y compris Al Nosra, branche syrienne d'Al Qaida . Le Front al Nosra avait pourtant été condamné au même titre que Daesh par la résolution 2253 du Conseil de sécurité du 17 décembre 2015.

L'obsession de renverser le gouvernement Assad, toujours tenu pour l'ennemi numéro 1, les a conduits depuis cinq ans à livrer des armes et à entraîner différents groupes rebelles islamistes tenus pour démocrates, un qualificatif dont personne n'est dupe.

Après avoir largement dénoncé au cours des dernières années, le gouvernement officiel, Amnesty international vient de publier un rapport [\[1\]](#) accablant sur cinq de ces groupes armés choyés par les Occidentaux, actifs dans les régions d'Alep et d'Idlib depuis 2012 : le Mouvement Nour al Dine Zinki, le Front al Shamia et la brigade 16, qui ont rejoint la coalition de groupes armés "Conquête d'Alep" (Fatah Halab) en 2015, ainsi que du Front al Nosra et le Mouvement islamique Ahrar al Sham à Idlib .

"Certains groupes armés non étatiques définissent leurs propres systèmes judiciaires fondés sur la charia (loi islamique) dans les zones qu'ils contrôlent, et mettent sur pied des forces de police et des centres de détention non officiels. Ils nomment également des juges, dont certains ne connaissent pas la charia.(...)"

Le rapport recense 24 cas d'enlèvements par des groupes armés. "Parmi les victimes figurent des militants pacifiques et même des mineurs, ainsi que des membres de minorités pris pour cibles uniquement en raison de leur religion (entendons des chrétiens)." Ces enlèvements sont généralement suivis de torture ou d'exécutions.

On apprend aussi que la "Nouvelle armée syrienne", de la même mouvance anti Assad, anti Daesh, supposée non islamiste, formée en Jordanie par les Américains et les Britanniques vient d'être taillée en pièces par Daesh à Boukamal (frontière irakienne)[\[2\]](#).

L'obstination des gouvernements occidentaux à soutenir ces groupes tout aussi criminels que Daesh (sans le revendiquer, Al Nosra s'est réjoui de l'attentat de Paris du 13 novembre dernier) résulte de la volonté des Etats-Unis de contrer la Russie et a pour effet de prolonger la guerre, avec les immenses souffrances qu'elle entraîne pour les populations, particulièrement les chrétiens que les groupes islamistes ont pour cible. Et le flux de réfugiés continue.

Amnesty international va jusqu'à accuser ces groupes que nous aidons ou avons aidés de crimes de guerre,

ce qui laisse supposer que les gouvernements qui les soutiennent sont complices des mêmes crimes.

Cette politique, peu connue du grand public et particulièrement scandaleuse, est mal vécue par tous ceux qui ont à cœur le sort des chrétiens d'Orient, que la France se faisait depuis des siècles un point d'honneur de protéger. Une obligation à laquelle même le gouvernement du petit Père Combes se sentait lié et qui se trouve bafouée depuis cinq ans.

L'aide française aux mouvements djihadistes (puisque il faut les appeler par leur nom) est coordonnée depuis cinq ans, de l'Elysée, avec un zèle particulier, par le général Benoît Puga, chef d'état major particulier du Président de la République. Nommé par Sarkozy, il a été, de manière tout à fait exceptionnelle, probablement sur demande de l'OTAN, maintenu en place par Hollande .

Libéré de ses fonctions depuis le 1er juillet, il est pressenti pour devenir Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'honneur, belle récompense pour avoir mis en œuvre une politique qui déshonore la France. La perspective de cette nomination, habituellement consensuelle, suscite déjà des murmures. Il n'est pas impossible que, si elle était confirmée, la politique de la France en Syrie se trouve sous le feu de projecteurs, ce qui ne ferait pas forcément l'affaire de ses promoteurs.

[1]
<http://www.amnesty.fr/Presse/Communiques-de-presse/Syrie-Enlevements-torture-et-executions-sommaires-au>

[2]
<http://www.lorientlejour.com/article/994020/la-nouvelle-armee-syrienne-mise-en-echec-par-lei-a-boukamal.htr>